

Etats-Unis : Biden, les compagnies pétrolières et l'environnement

mercredi 9 juin 2021, par [LA BOTZ Dan](#) (Date de rédaction antérieure : 2 juin 2021).

Les années d'information et les actions contestataires et de lobbying semblent produire enfin un certain impact sur les politiques environnementales, non sans tensions car la résistance républicaine et les hésitations démocrates ont été constantes et, jusque-là, sans la rapidité et la détermination dont on aurait besoin pour changer la donne.

Sommaire

- [Les contradictions de Biden](#)
- [« Green New Deal »](#)

La course au profit et la puissance politique des entreprises pétrolières et du charbon constituent l'obstacle principal à la réduction des émissions de CO₂, indispensable pour sauver la planète et l'espèce humaine des effets dévastateurs du changement climatique. Mais au-delà, c'est toute une culture axée sur la croissance et alimentée à la fois par les entreprises, les syndicats et les consommateurs, qui représente une barrière majeure au changement.

Les contradictions de Biden

Joseph Biden s'est présenté comme le candidat de l'écologie, promettant de répondre au problème du réchauffement climatique. Lors de son premier jour en tant que président, il a suspendu toutes les nouvelles concessions de gaz et de pétrole sur les terres et les eaux fédérales, il a bloqué le projet de l'oléoduc Keystone XL et annoncé le retour des États-Unis dans l'accord de Paris sur le climat. Maintenant il propose un budget pour 2022 qui consacre 36 milliards de dollars (14 milliards en plus par rapport à l'année derrière) aux énergies renouvelables ; il a en outre assuré l'amélioration de l'infrastructure de gestion de l'eau et la poursuite des recherches. Il propose aussi d'investir 174 millions pour le développement de l'infrastructure et des services pour les véhicules électriques - bien que le Parti républicain veuille en consacrer uniquement une petite partie.



Crédit Photo. DR

Les organisations environnementales comme la « League of Conservation Voters », le « Sierra Club », le « Environmental Defense Fund » et le mouvement Sunrise [1] ont dépensé 1,5 million de

dollars dans le cadre de l'élection présidentielle de 2020, principalement en soutien à Biden et à d'autres candidats démocrates.

Toutefois, au cours des derniers mois, l'administration de Biden a donné le feu vert à différents projets situés sur le territoire fédéral ou nécessitant l'approbation du gouvernement fédéral : un vaste projet d'exploitation pétrolière dans le versant Nord de l'Alaska, des concessions pour le forage pétrolier dans le Wyoming et la poursuite de l'utilisation de l'oléoduc Dakota Access. Tous ces projets avaient été approuvés par l'administration de Donald Trump avec l'opposition farouche des organisations environnementalistes. S'exprimant au sujet du projet Alaska, Gregory Stewart, l'un des leaders de la branche Alaska du Sierra Club, affirme : « En garantissant une voie prioritaire à l'industrie du pétrole et du gaz, ils sont en train de causer un dommage irréparable à la santé publique des communautés de l'Arctique et à ses habitats naturels ».

« Green New Deal »

Depuis l'explosion de la pandémie de la Covid-19, le mouvement écologiste — contrairement aux actions spectaculaires du mouvement pour la justice raciale — n'a pas été très visible. Tandis que les contestations locales se poursuivent, il n'y a pas un mouvement national large et actif. L'action des militantEs écologistes s'est concentrée sur le soutien aux mesures de le Green New Deal (« Nouvelle donne verte ») sponsorisée par la représentante Alexandria Ocasio-Cortez et le Sénateur Ed Markey. « Nous ouvrons une transition vers une économie 100% sans carbone qui est plus respectueuse des droits syndicaux, plus juste, plus digne et garantit une meilleure protection de la santé et un meilleur habitat comme nous ne les avons jamais connus auparavant », explique Ocasio-Cortez. Et d'ajouter : « Voulons-nous envoyer un message à l'administration Biden en lui disant que nous avons besoin d'être plus efficaces et plus ambitieux ? La réponse est oui, absolument ».

Pour les Socialistes démocrates d'Amérique (DSA), les propositions du Green New Deal « ne sont qu'une amorce de conversion et non pas un projet adéquat et abouti ». Alors que le Green New Deal promeut la transition vers une économie plus soutenable et une société plus juste, elle n'affronte pas directement les sociétés pétrolières et gazières.

L'aile la plus radicale du mouvement environnementaliste des États-Unis défie la culture de la croissance et défend l'idée que les émissions de carbone peuvent être réduites uniquement en bloquant le forage pétrolier et l'extraction du charbon et en fermant et réduisant drastiquement les industries qui les gèrent : entre autres celles de l'acier, de l'automobile et du plastique. Pour ce faire, il faudrait nationaliser les industries de l'énergie et les ramener sous le contrôle d'un gouvernement véritablement démocratique. En d'autres mots, pour résoudre la crise climatique, il faut lutter pour le socialisme. Comme il a été déclaré par le groupe « System Change not Climate Change », « l'actuelle crise écologique dérive du système capitaliste qui engrange les profits d'une élite globale en sacrifiant le reste de la population et la planète. Il doit donc faire face à un mouvement de masse international des travailleurs du monde entier. »

Dan La Botz

P.-S.

• Hebdo L'Anticapitaliste - 571 (03/06/2021). Publié le Vendredi 4 juin 2021 à 08h00 :

<https://lanticapitaliste.org/actualite/international/biden-les-compagnies-petrolieres-et-lenvironnement>

- Traduction Hélène Marra.

Notes

[1] la Ligue a été créée en 1969 et elle s'est progressivement spécialisée dans le suivi du bilan environnemental des élus. Le « Sierra Club » et le « Environmental Defense Fund » ont recours à des actions en justice pour contrebalancer le pouvoir des grands groupes privés. Leur démarche consiste à utiliser les lois, normes et régulations votées et adoptées depuis les années 1960 afin de forcer les acteurs privés et publics à les respecter. (In Collomb, J. (2016). Le mouvement environnementaliste aux États-Unis. *La Pensée*, 4 (4), 58-72). Le mouvement « Sunrise » est considéré l'équivalent outre-Atlantique du mouvement Extinction Rebellion ; son action démarre avec un sit-in organisé dans les bureaux de Nancy Pelosi en novembre 2018.